

ASSEMBLÉE NATIONALE

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE - DEUXIÈME SESSION

Commission des institutions

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de déposer le rapport de la Commission des institutions qui a siégé les 28 février et 15 mars 1989 afin de procéder à une consultation générale et tenir des auditions publiques sur l'avant-projet de loi portant réforme au Code civil du Québec du droit de la preuve et de la prescription et du droit international privé.

Le président de la Commission,



Claude Fillion
Député de Taillon

Rapport déposé à l'Assemblée nationale

le 21 mars 1989

document de la session no 662

A11x1

I57

1989

QL

magasin

ASSEMBLÉE NATIONALE

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE - DEUXIÈME SESSION

Commission des institutions

PROCÈS-VERBAUX

Séances des 28 février et 15 mars 1989

Procéder à une consultation générale et tenir
des auditions publiques sur l'avant-projet de loi
portant réforme au Code civil du Québec du droit
de la preuve et de la prescription et du droit
international privé

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

PREMIÈRE SÉANCE LE MARDI 28 FÉVRIER 1989

ORGANISATION DES TRAVAUX	2
DÉCLARATIONS D'OUVERTURE	2
AUDITIONS	2
Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins	2
Association des banquiers canadiens	3
Commission des services juridiques	3

DEUXIÈME SÉANCE LE MERCREDI 15 MARS 1989

ORGANISATION DES TRAVAUX	6
AUDITIONS (suite)	6
Me Pierre Patenaude	6
Barreau du Québec	6
Chambre des notaires du Québec	7
REMARQUES FINALES	8

ANNEXE I

Ordres du jour

ANNEXE II

Liste des organismes et personne qui ont
fait parvenir un mémoire à la Commission

ANNEXE III

Liste des documents déposés

PROCÈS-VERBAL

Commission des institutions

Première séance

Le mardi 28 février 1989

Mandat : Procéder à une consultation générale et tenir des auditions publiques sur l'avant-projet de loi portant réforme au Code civil du Québec du droit de la preuve et de la prescription et du droit international privé. (Ordre de l'Assemblée, le 16 juin 1988).

Membres présents :

- M. Filion (Taillon), président de la Commission et porte-parole de l'Opposition officielle en matière de réforme du Code civil
- M. Marcil (Beauharnois), vice-président de la Commission
- M. Blackburn (Roberval)
- M. Camden (Lotbinière)
- M. Dauphin (Marquette)
- M. Doyon (Louis-Hébert)
- M. Jolivet (Laviolette)
- M. Rémillard (Jean-Talon), ministre de la Justice

Remplacements:

- Mme Bleau (Groulx) par M. Camden (Lotbinière)
 - M. Kehoe (Chapleau) par M. Audet (Beauce-Nord)
-

ORGANISATION DES TRAVAUX

La Commission se réunit à 10 h 17 sous la présidence de M. Marcil (Beauharnois), vice-président de la Commission.

Le président donne lecture du mandat de la Commission et la secrétaire annonce les remplacements.

Le président donne lecture de l'ordre du jour (Annexe I) et indique que, de consentement, les travaux débiteront à 14 h 30 au lieu de 14 h 00 cet après-midi.

DÉCLARATIONS D'OUVERTURE

Le ministre, M. Rémillard (Jean-Talon), le porte-parole de l'Opposition officielle, M. Fillion (Taillon), et l'adjoint parlementaire au ministre, M. Dauphin (Marquette), font une déclaration d'ouverture.

AUDITIONS

Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins

À 11 h 02, la Commission entend la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins.

La délégation est composée de Me Daniel Dionne, coordonnateur au Service de la législation et Me Linda Poulin, conseillère juridique.

Me Dionne présente le mémoire.

Une discussion s'engage entre le ministre, M. Dauphin (Marquette), le porte-parole de l'Opposition officielle et les représentants de la Confédération.

Association des banquiers
canadiens

À 11 h 50, la Commission entend l'Association des banquiers canadiens.

La délégation est composée de Me Daniel Ferron, chef des Affaires publiques (Québec) et secrétaire du Comité du Québec, et Me Pierre Bienvenu, avocat, Ogilvy, Renault.

Me Ferron et Me Bienvenu présentent le mémoire.

Une discussion s'engage entre le ministre, le porte-parole de l'Opposition officielle, M. Dauphin (Marquette) et les représentants de l'Association.

À 13 h 05, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 14 h 30.

La séance reprend à 14 h 39 sous la présidence de M. Blackburn (Roberval).

AUDITIONS (suite)

Commission des services
juridiques

À 14 h 40, la Commission entend la Commission des services juridiques.

La délégation est composée de Me Yves Lafontaine, président, Me Georges Massol, Bureau d'aide juridique de Saint-Eustache, et Me Micheline Plante, Bureau d'aide juridique de l'Estrie.

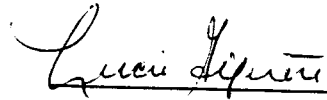
Me Lafontaine, Me Massol et Me Plante présentent le mémoire.

M. Marcil (Beauharnois) reprend ses fonctions à la présidence.

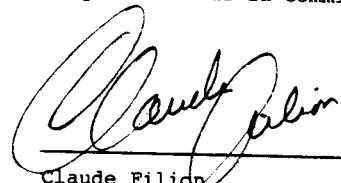
Une discussion s'engage entre le ministre, le porte-parole de l'Opposition officielle, M. Dauphin (Marquette) et les représentants de l'organisme.

À 15 h 33, la Commission ajourne ses travaux au mercredi 15 mars 1989, 9 h 30.

La secrétaire de la Commission,


Me Lucie Giguère

Le président de la Commission,


Claude Filion

LG/ab

Le 7 mars 1989

PROCÈS-VERBAL

Commission des institutions

Deuxième séance

Le mercredi 15 mars 1989

Mandat : Procéder à une consultation générale et tenir des auditions publiques sur l'avant-projet de loi portant réforme au Code civil du Québec du droit de la preuve et de la prescription et du droit international privé. (Ordre de l'Assemblée, le 16 juin 1988).

Membres présents :

M. Filion (Taillon), président de la Commission et porte-parole de l'Opposition officielle en matière de réforme du Code civil

M. Marcil (Beauharnois), vice-président de la Commission

Mme Bleau (Groulx)

M. Dauphin (Marquette)

M. Kehoe (Chapleau)

M. Rémillard (Jean-Talon), ministre de la Justice

M. Sirros (Laurier)

La Commission se réunit à 9 h 42 sous la présidence de M. Filion (Taillon), président de la Commission.

ORGANISATION DES TRAVAUX

Le président donne lecture du mandat et souhaite la bienvenue à M. Sirros (Laurier), nouveau membre de la Commission.

Le président donne lecture de l'ordre du jour.

AUDITIONS (suite)

Me Pierre Patenaude

À 9 h 46, la Commission entend Me Pierre Patenaude, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, qui présente son mémoire.

Une discussion s'engage entre le ministre, le porte-parole de l'Opposition officielle et l'invité.

Barreau du Québec

À 10 h 21, la Commission entend le Barreau du Québec.

La délégation est composée de Me Guy Gilbert, bâtonnier, Me Madeleine Cantin-Cumyn, professeur à la Faculté de droit de l'Université McGill, Me Patrick Glenn, professeur à la Faculté de droit de l'Université McGill, Me Richard Nadeau, de l'étude Bélanger, Sauvé à Montréal, et Me Suzanne Vadboncoeur, secrétaire de la sous-commission du Barreau.

Après une brève présentation du bâtonnier, Me Vadboncoeur fait une présentation générale des mémoires du Barreau.

Me Cantin-Cumyn présente un exposé sur la prescription acquisitive.

Me Glenn présente le mémoire sur le droit international privé.

M. Dauphin (Marquette) remplace le président.

Une discussion s'engage entre le ministre, Mme Bleau (Groulx) et les représentants du Barreau.

Avec le consentement de la Commission, Me Pierre Gariépy, avocat-expert de l'Opposition officielle, échange avec les invités.

Après une suspension de quelques minutes, la Commission reprend ses travaux sous la présidence de M. Fillion (Taillon), président de la Commission.

DÉPÔT DE MÉMOIRES

Le président dépose les mémoires des organismes suivants:

- Association de la construction de Montréal et du Québec (6M);
- Conseil interprofessionnel du Québec (2M).

Le président de la Chambre des notaires, Me Jean Lambert, présente brièvement le mémoire du Conseil interprofessionnel du Québec qui vient d'être déposé.

Chambre des notaires du Québec

À 11 h 55, la Commission entend la Chambre des notaires du Québec.

La délégation est composée de Me Jean Lambert, président, Me Laurence Charest, notaire, Me Julien S. Mackay, directeur du Service de la recherche et de l'information, Me Chantal Roberge, notaire, et Me Jeffrey Talpis, notaire.

Me Jean Lambert fait un exposé.

Le président de la Commission dépose les documents numérotés 1D, 2D et 3D. (Annexe III).

Me Lambert reprend son exposé.

Une discussion s'engage entre le ministre, le porte-parole de l'Opposition officielle et les représentants de la Chambre des notaires.

Me Mackay fait un exposé.

Le président de la Commission dépose le document numéroté 4D. (Annexe III).

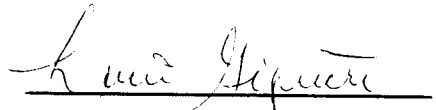
La discussion reprend entre le porte-parole de l'Opposition officielle et les représentants de l'organisme.

REMARQUES FINALES

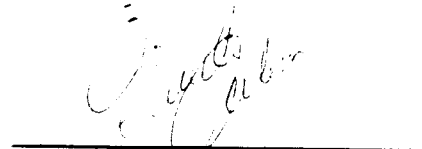
Le porte-parole de l'Opposition officielle, le ministre et M. Dauphin (Marquette) font des remarques finales.

À 13 h 39, la Commission, ayant rempli son mandat, ajourne ses travaux sine die.

La secrétaire de la Commission,


Me Lucie Giguère

Le président de la Commission,


Claude Fillion

LG/ab

Le 16 mars 1989

ANNEXE I

Ordres du jour

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DES INSTITUTIONS

CONSULTATION GÉNÉRALE ET AUDITIONS PUBLIQUES SUR
L'AVANT-PROJET DE LOI PORTANT RÉFORME AU CODE
CIVIL DU QUÉBEC DU DROIT DE LA PREUVE ET DE
LA PRESCRIPTION ET DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Mardi, 28 février 1989
Salle Louis-Joseph-Papineau

ORDRE DU JOUR

10 h 00 à 10 h 15

Déclaration d'ouverture - Le ministre de la Justice

10 h 15 à 10 h 30

Déclaration d'ouverture - Le porte-parole de l'Opposition officielle

10 h 30 à 11 h 30

- 1) CONFÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES
ET D'ÉCONOMIE DESJARDINS

1M

Représentée par: Me Daniel Dionne, coordonnateur,
Service de la législation;
Me Linda Poulin, conseillère juridique.

11 h 30 à 12 h 30

2) ASSOCIATION DES BANQUIERS CANADIENS

3M

Représentée par: Me Daniel Ferron, chef des Affaires
publiques (Québec) et secrétaire du
Comité du Québec;
Me Pierre Bienvenu, avocat, Ogilvy,
Renault.

12 h 30

Suspension

14 h 00 à 15 h 00

3) COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

4M

4R

Représentée par: Me Yves Lafontaine, président
Me Georges Massol, bureau d'aide juridique de
Saint-Eustache

15 h 00

Ajournement

LG/lt

Le 24 février 1989

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DES INSTITUTIONS

CONSULTATION GÉNÉRALE ET AUDITIONS PUBLIQUES SUR
L'AVANT-PROJET DE LOI PORTANT RÉFORME AU CODE
CIVIL DU QUÉBEC DU DROIT DE LA PREUVE ET DE
LA PRESCRIPTION ET DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Mercredi, 15 mars 1989
Salle Louis-Joseph-Papineau

ORDRE DU JOUR

09 h 30 à 10 h 00

- 1) ME PIERRE PATENAUDE, professeur à la faculté 5M
de droit de l'Université de Sherbrooke

10 h 00 à 11 h 30

- 2) BARREAU DU QUÉBEC 7M
9M

Représenté par: Me Guy Gilbert, bâtonnier
Me Madeleine Cantin-Cumyn, professeur
à la faculté de droit de l'Université
McGill
Me Patrick Glenn, professeur à la faculté
de droit de l'Université McGill
Me Richard Nadeau, de l'étude Bélanger,
Sauvé à Montréal
Me Suzanne Vadboncoeur, secrétaire de la
sous-commission du Barreau

11 h 30 à 13 h 00

3) CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC

8M

Représentée par: Me Jean Lambert, président
Me Jacques Beaulne, notaire
Me Laurence Charest, notaire
Me Julien S. Mackay, directeur du Service
de la recherche et de l'information
Me Chantal Roberge, notaire
Me Jeffrey Talpis, notaire

Remarques finales de l'Opposition officielle

Remarques finales du Parti ministériel

Ajournement

Mémoires pour dépôt seulement:

Association de la construction de Montréal et du Québec

6M

Conseil interprofessionnel du Québec

2M

LG/ab

Le 14 mars 1989

ANNEXE II

Liste des organismes et personne qui ont fait
parvenir un mémoire à la Commission

LISTE DES ORGANISMES ET PERSONNE
QUI ONT DÉPOSÉ UN MÉMOIRE

Association de la construction de Montréal et du Québec	6M
Association des banquiers canadiens	3M
Barreau du Québec	7M - 9M - 10M
Chambre des notaires du Québec	8M
Commission des services juridiques	4M - 4R
Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins	1M
Conseil interprofessionnel du Québec	2M
Patenaude, Me Pierre	5M

ANNEXE III

Liste des documents déposés

Liste des documents déposés
par la Chambre des notaires

- Nombre par année de changements de régime matrimonial 1D
- "Essay - Litigation thwarts innovation in the U.S.", 2D
Peter Huber, Scientific American, March 1989
- "La force exécutoire de l'acte authentique, utilité 3D
économique et sociale, Chambre des notaires, 16 février
1989
- Benchers' Bulletin, January 1989 4D